

Une journée d'embrigadement pour tous les jeunes de 16 à 25 ans : non !

Créé il y a cinq ans, le collectif national Non au SNU a été un outil utile pour informer et pour lutter contre le SNU et ce qu'il représente. Il a permis de faire entendre sur le plan national, malgré le relatif silence des grands médias, la voix de ceux et celles qui combattent le SNU et sa logique de militarisation de l'école. Il a contribué à ce que de nombreuses actions d'information et de sensibilisation soient engagées au niveau local.

Le projet SNU de Macron est en échec. Mais ceux qui veulent militariser la jeunesse ne renoncent pas. La généralisation du SNU, sous ce nom ou sous un autre, demeure leur perspective. La militarisation de l'école, de l'éducation, de la jeunesse est l'outil privilégié qu'ils et elles se donnent, et nous devons nous y opposer. Notre collectif devient « **collectif national contre la militarisation de la jeunesse et de l'école** ». Cela inclut la question du SNU, mais va au-delà, notamment à travers tout ce qui concerne la militarisation de l'école.

Il en est ainsi de la « Journée Défense et Citoyenneté », obligatoire à partir de 16 ans. Cette opération de propagande pour l'armée sera renforcée à compter de septembre 2025 : lever des couleurs, Marseillaise, charte des droits et devoirs du citoyen français, port d'armes, etc., autant d'artifices destinés à faire croire que la République confisquée par les capitalistes est au service de tous et toutes. Or, leur République, bâtie sur les massacres de la Commune de 1871, c'est celle des injustices sociales, des discriminations, du colonialisme, de la destruction de la Terre, etc.

Parallèlement, le gouvernement et le président de la République visent toujours à une militarisation accrue du Service national universel. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribuent déjà à l'endoctrinement des jeunes ; leur objectif reste que cela ne se limite aux seuls « volontaires ». Le refus du SNU, fondement initial de notre collectif, demeure d'actualité !

Avec cette « Journée Défense et Citoyenneté » de plus en plus militarisée, l'Etat prévoit de créer une passerelle directe vers l'enrôlement dans l'armée, dans un contexte international qui voit se développer les conflits et leurs lots de victimes civiles. Comme pour le SNU, la propagande banalise le rôle de l'armée, laquelle est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, pas plus que de lutte contre tous les impérialismes ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Collectif national contre la militarisation de la jeunesse et de l'école : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Luites De Classes – éducation, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix lycéenne, Union Etudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Etude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Association Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA), Mouvement International de la Réconciliation, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement 59/62, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Editions du Chemin Creux, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo *Collectifs locaux unitaires Non au SNU* Nantes, Saint-Nazaire, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges, Corrèze, Ile-de-France, Haute-Savoie, Haute-Vienne...

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net